

# **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

## **Fourniture de liaisons sécurisées à Internet**

### **Marché n° 2532F0191**

Vos interlocuteurs Météo-France :  
Direction des achats publics  
42, avenue Gaspard Coriolis  
31057 Toulouse Cedex 01

# Table des matières

Cahier des clauses administratives particulières.....	4
1. Objet du marché public.....	4
2. Documents contractuels.....	4
3. Décomposition du marché public.....	4
4. Forme du marché public et procédure de passation.....	4
5. Durée du marché public.....	4
6. Démarrage des prestations et délais de réalisation.....	5
7. Montant du marché public.....	5
8. Notification des informations et des décisions.....	5
9. Définition du besoin.....	5
10. Modalités d'exécution des prestations.....	5
10.1. Prestations attendues.....	5
10.2. Compétences attendues.....	5
10.3. Lieux d'exécution.....	6
10.4. Établissement des bons de commande.....	6
10.5. Réversibilité.....	6
10.6. En cas de groupement d'opérateurs économiques.....	6
11. Obligations des deux parties.....	6
12. Obligations de Météo-France.....	7
13. Obligations du titulaire.....	7
13.1. Assurances.....	7
13.2. Responsabilité du titulaire.....	7
13.3. Propriété des résultats.....	7
13.4. Insertion sociale.....	7
13.5. Obligations environnementales du titulaire.....	7
13.6. Accès réglementé aux locaux.....	7
13.7. Secret professionnel.....	8
13.8. Transfert des données.....	8
13.9. Information et conseil.....	8
14. Opérations de vérification.....	8
14.1. Généralités.....	8
14.1.1. Vérification d'aptitude (VA).....	9
14.1.2. Vérification de service régulier (VSR).....	9
14.1.3. Décision prise à l'issue des opérations de vérifications.....	9
15. Garantie.....	9
16. Personnes désignées pour l'exécution des prestations.....	9
17. Propriété intellectuelle.....	10
18. Protection des données personnelles.....	10
18.1. Champ d'application.....	11
18.2. Durée de conservation et sort des données.....	11
18.3. Obligations du titulaire.....	11
18.4. Mesures de sécurité.....	12
18.5. Sous-traitance.....	12
18.6. Droit d'information des personnes concernées.....	12
18.7. Notification des violations de données à caractère personnel.....	12
18.8. Assistance.....	12
18.9. Registre des catégories d'activités de traitement.....	12
18.10. Documentation.....	13
19. Établissement des prix.....	13
19.1. Définition.....	13
19.2. Date d'établissement des prix.....	13
19.3. Forme des prix.....	13

19.4. Clauses de butoir et de sauvegarde.....	13
19.5. Modalités applicables en cas de titulaire étranger.....	14
20. Paiements.....	14
20.1. Avance.....	14
20.2. Modalités de paiement.....	14
20.3. Intérêts moratoires.....	14
20.4. Établissement des factures.....	15
21. Cession ou nantissement des créances.....	15
22. Pièces et attestations à fournir.....	15
22.1. Dispositif de vigilance (article D. 8222-5 du code du travail).....	15
22.2. Dispositif d'alerte (article L. 8222-6 du code du travail).....	16
22.3. Liste nominative du personnel étranger.....	16
22.4. Obligations en matière de détachement des travailleurs.....	16
23. Pénalités.....	17
23.1. Pénalités pour retard de mise en service ou de modification et évolution.....	17
23.2. Pénalités pour non-conformité de la liaison et non-respect de garantie de temps de rétablissement (GTR).....	17
23.3. Pénalités pour défaut de surveillance des liaisons.....	17
23.4. Pénalité pour retard dans la mise en service des liaisons.....	18
23.5. Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité ou de protection des données à caractère personnel.....	18
23.6. Pénalités pour méconnaissance par le titulaire de ses obligations en matière d'insertion sociale.....	18
23.7. Pénalités pour méconnaissance par le titulaire de ses obligations en matière environnementale.....	18
24. Clauses complémentaires.....	18
25. Résiliation.....	19
26. Litiges et attribution de juridiction.....	19
27. Dérogations.....	19

# Cahier des clauses administratives particulières

## 1. Objet du marché public

Le marché public a pour objet la mise à disposition de connexions sécurisées au réseau Internet. Le besoin immédiat porte sur des connexions sécurisées à Internet arrivant sur le site de la Météopole (CNC : Centre National de Calcul) et sur l'Espace Clément Ader (ECA) à Toulouse.

## 2. Documents contractuels

Le présent marché public est constitué par les documents contractuels suivants, énumérés par ordre de priorité décroissante :

1. l'acte d'engagement dûment signé et ses deux annexes : l'annexe financière établie par le titulaire (annexe 1) et l'annexe technique (annexe 2), dont l'exemplaire original détenu par Météo-France fait seul foi ;
2. le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP n° 2532F0191) dont l'exemplaire original détenu par Météo-France fait seul foi ;
3. le cahier des clauses techniques particulières (CCTP n° 2532F0191) dont l'exemplaire original détenu par Météo-France fait seul foi ;
4. le cahier des clauses administratives générales des marchés publics des techniques de l'information et de la communication (CCAG/TIC) approuvé par arrêté du 30 mars 2021. Il peut être consulté depuis le site internet <https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques> ;
5. l'offre technique du titulaire, qui s'applique en tout ce qui ne serait pas contraire aux stipulations définies dans les documents ci-dessus, lesquelles prévalent en cas de contestation ;
6. les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Toute clause figurant aux conditions générales du titulaire, sur ses tarifs ou au dos de ses factures qui serait contraire aux documents indiqués ci-dessus est réputée non écrite.

## 3. Décomposition du marché public

Le marché public n'est pas décomposé en lots.

Le candidat doit présenter une offre pour l'ensemble des prestations demandées et ne peut, par conséquent, répondre partiellement.

## 4. Forme du marché public et procédure de passation

Le marché public est établi en application du code de la commande publique.

La procédure mise en œuvre est l'appel d'offres ouvert en application des articles R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

- Forme du marché :

Le marché public est passé sous la forme d'un accord-cadre mono attributaire à bons de commande en application des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique.

## 5. Durée du marché public

Le marché public prend effet à sa date de notification.

Il est passé pour une durée de trois ans à compter de sa prise d'effet.

À l'issue de son terme initial, le marché public est reconductible une fois pour une durée d'un an de manière tacite. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de quatre ans.

Si Météo-France ne souhaite pas reconduire le marché public, l'établissement en informe le titulaire au moins deux mois avant l'échéance.

La non-reconduction du marché public ne donne pas lieu à un versement d'indemnité.

## 6. Démarrage des prestations et délais de réalisation

Les commandes peuvent être passées à compter de la date de prise d'effet du marché public.

Les bons de commandes peuvent être passés durant la période de validité de l'accord-cadre et s'exécuter au-delà de la date de fin de validité de l'accord-cadre, sans que leur durée d'exécution dépasse de plus de six mois cette date de fin de validité.

Des représentants de Météo-France et du titulaire se réunissent peu de temps après la notification, sans surcoût, pour préciser certaines modalités de mise en œuvre :

- Mise en place des liaisons telles que mentionnées au paragraphe 3 du CCTP n° 2532F0191.

## 7. Montant du marché public

Le montant maximal des prestations susceptibles d'être commandées durant la validité de l'accord-cadre, éventuelles périodes de reconduction comprises, est de 820 000 € HT soit 984 000 € TTC. Si ce montant maximal est atteint, l'accord-cadre prend fin de plein droit, sans que le titulaire puisse prétendre à une indemnité.

## 8. Notification des informations et des décisions

La notification au titulaire des informations et décisions prises par Météo-France pour l'exécution du présent marché public peut être réalisée par courriel. Le destinataire accuse réception des courriels adressés par Météo-France en précisant la date et l'heure de leur réception. Cette date et cette heure font courir les délais applicables prévus par le marché public. En l'absence de réception par Météo-France d'un accusé de réception dans un délai de huit jours à compter de leur envoi au titulaire et par dérogation aux articles 2 et 3.1.1 du CCAG/TIC, les informations et décisions adressées par courriel sont réputées réceptionnées par le titulaire et notifiées à la date et à l'heure de leur envoi.

## 9. Définition du besoin

Les besoins de Météo-France et les prestations attendues sont détaillés dans le cahier des clauses techniques particulières CCTP n° 2532F0191.

## 10. Modalités d'exécution des prestations

### 10.1. Prestations attendues

Les prestations attendues sont mentionnées au niveau du paragraphe 3 « Caractéristiques des liaisons à mettre en place » du cahier des clauses techniques particulières n° 2532F0191. Le titulaire doit préciser dans son offre technique la solution qu'il propose pour répondre aux besoins de Météo-France.

### 10.2. Compétences attendues

Météo-France attend du titulaire qu'il mette en œuvre toutes les compétences attendues pour réaliser ce marché public.

### 10.3. Lieux d'exécution

Les prestations se déroulent dans les locaux du titulaire et sur les sites mentionnés au titre des bons de commande.

### 10.4. Établissement des bons de commande

Les bons de commande relatifs au présent accord-cadre sont établis au fur et à mesure des besoins et évolutions demandées par Météo-France. Chaque bon de commande est adressé au titulaire et précise le détail des prestations à réaliser sur la base des prix mentionnés à l'annexe financière à l'acte d'engagement. Les bons de commande peuvent être passés durant la période de validité de l'accord-cadre. Chaque bon de commande est signé par le pouvoir adjudicateur de Météo-France ou son représentant habilité. Le suivi de l'exécution est assuré par le correspondant technique désigné par Météo-France.

Chaque bon de commande adressé au titulaire comporte les mentions suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire,
- le numéro de l'accord-cadre : n° 2532F0191,
- la date et le numéro du bon de commande,
- la ou les prestations à réaliser,
- le lieu d'exécution de la prestation,
- le période d'exécution sur laquelle porte le bon de commande,
- le montant du bon de commande,
- le taux et le montant de la TVA

Les bons de commande prennent effet à compter de leur date de notification. Leur durée d'exécution ne peut en aucun cas dépasser de plus de six mois la date de fin de validité du présent accord-cadre.

Le titulaire doit aviser le correspondant technique de Météo-France de tout problème lié au bon de commande concerné avant la fin de la période d'exécution du bon de commande concerné.

### 10.5. Réversibilité

La réversibilité est définie dans le paragraphe 3.5 du cahier des clauses techniques particulières n° 2532F0191.

Le titulaire garantit la réversibilité de son offre et s'engage, le cas échéant, à désinstaller, sans surcoût, tout équipement mis en place lors de l'exécution du présent accord-cadre. Il s'engage à débarrasser ses équipements dans un délai de deux mois après la date de fin du marché. Au-delà de ce délai, Météo-France les démonte et les réexpédie au titulaire à ses frais, sans garantie dommage.

En cas de difficulté entre l'ancien et le nouveau titulaire, la responsabilité pécuniaire de Météo-France ne peut être engagée.

### 10.6. En cas de groupement d'opérateurs économiques

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le titulaire peut prévoir dans son mémoire technique que les éventuels bons de commande et les ordres de service sont adressés par Météo-France, par dérogation aux articles 3.7.4 et 3.8.4 du CCAG/TIC, aux membres du groupement qui ont alors qualité pour formuler des observations. Il peut également prévoir dans son mémoire technique que les demandes de paiements sont présentées, par dérogation à l'article 12.1.3 du CCAG/TIC, par les membres du groupement, lesquels sont alors habilités à formuler ou transmettre des réclamations par dérogation à l'article 12.1.4 du CCAG/TIC.

## 11. Obligations des deux parties

Chacune des parties s'engage à observer la plus grande discrétion sur toute information en provenance de l'autre partie ainsi que sur les données transmises et ce, tant à l'égard des tiers qu'à l'égard des membres de son personnel non appelés à l'utiliser ou à en avoir connaissance.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux informations qu'il est d'usage courant de communiquer à la clientèle ou à celles qui sont déjà connues du public.

## 12. Obligations de Météo-France

Afin que les prestations puissent s'effectuer de manière satisfaisante, il incombe à Météo-France de fournir toutes informations nécessaires à l'exécution du présent accord-cadre. Météo-France s'engage à fournir un environnement conforme aux spécifications techniques exigées par la réglementation en vigueur.

## 13. Obligations du titulaire

### 13.1. Assurances

Le titulaire se conforme aux stipulations de l'article 9 du CCAG/TIC.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir :

- en cas de dommages corporels et/ou matériels et/ou liés à une attaque informatique causés à l'occasion de l'exécution des prestations, objet de l'accord-cadre ;
- couvrant les éventuels dommages causés au commanditaire et notamment à son système d'information dans le cadre de ses prestations.

### 13.2. Responsabilité du titulaire

Le titulaire est responsable de l'attitude de son personnel concernant les obligations de discrétion et de sécurité. Il est également responsable de son personnel, en toute circonstance et pour quelque cause que ce soit, en particulier des accidents du travail, des accidents survenus du fait du personnel, des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des opérations ou des vols sur le site imputables à ce personnel.

### 13.3. Propriété des résultats

Le transfert de propriété des prestations soumises au droit de la propriété intellectuelle est effectué en application de l'article 46 du CCAG/TIC.

### 13.4. Insertion sociale

Cet article déroge à l'article 16.1 du GGAC/TIC.

### 13.5. Obligations environnementales du titulaire

Durant l'exécution du marché public, les équipements fournis doivent être accompagnés des moyens de preuve relatifs à leur capacité de mise à jour, leur capacité de recyclage, leur efficacité énergétique, leurs composants et leurs émissions. Ces éléments sont fournis sur simple demande de Météo-France durant l'exécution du marché public.

Pour les équipements bénéficiant d'un label environnemental, les performances environnementales sont réputées couvertes par le label. Le titulaire est tenu alors de fournir, sur simple demande de Météo-France pendant toute la durée du marché public les certifications associées à ces labels.

Ces moyens de preuve doivent être transparents (délivrés par une autorité indépendante), fiables (mention explicite de l'équipement bénéficiant du label) et non échus (certification en cours de validité).

### 13.6. Accès réglementé aux locaux

L'accès des personnels ou sous-traitants du titulaire aux locaux de Météo-France est soumis aux conditions générales en vigueur exigées aux personnes étrangères à Météo-France. L'accès à certaines zones du site de Météo-France est soumis à habilitation préfectorale. Les documents relatifs à cette habilitation sont fournis au titulaire, ultérieurement si nécessaire.

Le titulaire ou son sous-traitant doit se rapprocher du correspondant technique de Météo-France afin que toutes les démarches réglementaires soient effectuées et que les dispositions soient prises pour l'accueil de l'intervenant à l'entrée du site, ainsi que son accompagnement vers les locaux et le matériel concerné par l'intervention. Ces intervenants doivent impérativement présenter une carte professionnelle et indiquer la

référence de la ou les liaisons sur lesquelles il doit intervenir. Le personnel qui contreviendrait à ces règles n'est pas autorisé à pénétrer sur le site ou dans les locaux, sans que cela suspende les délais d'exécution. Toute modification des conditions générales ou particulières d'accès ou de sécurité est communiquée par écrit au titulaire.

L'accès aux locaux de tiers doit respecter les normes imposées par ces derniers.

Avant toute intervention sur un des sites dont l'accès est soumis à une autorisation préalable, le contact du titulaire désigné conformément à l'article 16 s'assure que les agents chargés de cette intervention ont obtenu une autorisation spéciale d'accès.

### **13.7. Secret professionnel**

Le titulaire observe le secret professionnel. À ce titre, il est astreint à une stricte obligation de confidentialité. Cette obligation demeure après le terme du marché public.

Ce secret s'étend notamment aux échanges auxquels le titulaire assiste ou participe, aux consultations qu'il donne à Météo-France, aux correspondances échangées ainsi qu'à tous les documents préparés au cours de l'exécution du marché public. Ce secret couvre également les affaires, documents, dossiers ou travaux élaborés par les agents du titulaire.

Les documents, renseignements, ou de façon plus générale, toutes les informations obtenues dans le cadre du marché public sont couverts par l'application du secret professionnel et ne peuvent être communiqués à des tiers. Cette restriction est levée si les documents, renseignements ou informations sont du domaine public.

### **13.8. Transfert des données**

Au terme du marché public, le titulaire remet à Météo-France et au nouveau titulaire choisi par Météo-France, tous les documents ayant un caractère officiel dont il est dépositaire ainsi que tous les documents et informations nécessaires à l'exécution ou à l'achèvement de la mission qui lui était confiée ; la remise devant intervenir dans un délai permettant d'éviter toute forclusion ou prescription.

### **13.9. Information et conseil**

Le titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil notamment d'information et de recommandation auprès de Météo-France. Le titulaire s'engage à informer Météo-France sans délai de toute nouveauté technologique ou de tout nouveau produit plus adapté, au cours de l'exécution du marché public.

## **14. Opérations de vérification**

Les moyens pour effectuer les mesures nécessaires aux opérations de vérification sont rendus contractuels. Ils sont décrits dans la proposition technique du titulaire et fournis par ce dernier (cf. paragraphe 4 du CCTP n° 2532F0191).

### **14.1. Généralités**

Les opérations de vérification relèvent de la responsabilité du pouvoir adjudicateur ou de son représentant. Elles se déroulent dans les locaux du titulaire et sur le site de Météo-France.

Il est dérogé aux articles 29 à 33 du CCAG/TIC.

Cet article s'applique à chaque bon de commande émis.

Il n'y a pas de mise en ordre de marche. Le point de départ pour les opérations de vérification est la date de mise en service, par le titulaire, de la ou des liaisons et le contrôle, le cas échéant, du fonctionnement du mode de secours dans le délai imparti fixé au paragraphe 10.2 « Déclenchement des prestations » du présent cahier des clauses particulières (CCAP n° 2532F0191). En cas de retard de mise en service des liaisons, une pénalité est appliquée conformément au paragraphe pénalités ci-dessous.



#### 14.1.1. Vérification d'aptitude (VA)

La vérification d'aptitude intervient sous une semaine à compter de la date de mise en service de la ou des liaisons, objet du bon de commande concerné. Ce délai peut être prorogé au maximum de 48 heures supplémentaires par Météo-France en cas de difficulté rencontrée.

Cette vérification d'aptitude vise à constater le bon fonctionnement de la liaison mise en service, ou d'une modification de son débit et sa conformité avec les spécifications de l'accord-cadre les rendant aptes à remplir les fonctions précisées dans les documents particuliers de l'accord-cadre.

Pour ce faire le titulaire fournit à Météo-France les moyens nécessaires à cette vérification et notamment :

- accès physique pour des agents de Météo-France dans ses locaux pour la durée des tests impliquant la connexion à son réseau des matériels nécessaires à la mesure des débits ;
- accès snmp à l'ensemble des éléments d'infrastructure situés entre les routeurs Météo-France et les matériels de mesure susmentionnés ;
- schéma descriptif des portions d'infrastructure du titulaire utilisées pour rendre le service objet du présent accord-cadre.

Lors de cette vérification, une attention particulière est portée sur les points suivants :

- vérification de la cohérence entre les débits mesurés par Météo-France et les mesures effectuées par le titulaire (cf. CCTP), notamment durant un test de saturation de la liaison réalisé à cette occasion par le titulaire,
- débits crêtes observés entre le routeur Météo-France et le point de sortie internet du titulaire,
- comportement en cas de dysfonctionnement d'un lien physique ou d'un équipement terminal placé chez Météo-France et au point de présence du titulaire.

Si la vérification d'aptitude est positive, le pouvoir adjudicateur procède à la vérification de service régulier (VSR).

Si le pouvoir adjudicateur n'est pas en mesure de prendre une décision positive de VA, le pouvoir adjudicateur prend une décision d'ajournement ou de rejet.

#### 14.1.2. Vérification de service régulier (VSR)

La régularité de service s'observe sur une durée maximale d'un mois à partir du jour de la décision positive de vérification d'aptitude prise par le pouvoir adjudicateur.

La vérification de service régulier a pour objet de tester en opérationnel sur la durée le débit IP, la qualité, la fiabilité et le taux de disponibilité défini dans le CCTP n° 2532F0191.

Au terme du délai de chaque VSR et sans notification de Météo-France, dans les sept jours suivants, la vérification de service régulier est positive et les prestations sont réputées admises.

Si le pouvoir adjudicateur n'est pas en mesure de prendre une décision positive de VSR, une décision d'ajournement est adressée au titulaire dans les cinq jours suivants. Une nouvelle vérification de service régulier de deux semaines maximum est effectuée.

#### 14.1.3. Décision prise à l'issue des opérations de vérifications

A l'issue des opérations de vérifications, le pouvoir adjudicateur prend sa décision dans les conditions prévues à l'article 34 du CCAG/TIC. Il n'est pas dérogé à l'article 34 du CCAG/TIC en ce qui concerne l'admission, l'ajournement, la réfaction et le rejet.

### 15. Garantie

Le titulaire garantit la conformité des prestations aux stipulations du marché pendant toute la durée du marché, dans les conditions prévues par l'article 36 du CCAG/TIC.

### 16. Personnes désignées pour l'exécution des prestations

L'ordonnateur des dépenses de la direction des systèmes d'information est la Présidente-directrice générale de Météo-France. Ses coordonnées sont :

Accord-cadre n° 2532F0191 Cahier des clauses administratives particulières	Fourniture de liaisons sécurisées à Internet	Page 9 / 19
--	--	-------------

Météo-France  
Direction générale  
73, avenue de Paris  
94165 Saint-Mandé Cedex

Le représentant de Météo-France pour les besoins de l'exécution du présent marché public est le directeur des systèmes d'information ou son représentant. Il est l'interlocuteur du titulaire pour la réalisation des prestations faisant l'objet du présent marché. Ses coordonnées sont :

Météo-France  
Direction des Systèmes d'Information (DSI)  
42 avenue Gaspard Coriolis  
31057 Toulouse cedex 1

Le correspondant technique de Météo France ou son représentant est désigné après la notification de l'accord-cadre.

La personne responsable pour fournir les renseignements prévus aux articles R. 2191-60 et R. 2191-61 du code de la commande publique est le directeur financier de Météo-France ou son représentant. Ses coordonnées sont :

Météo-France  
Direction financière  
73, avenue de Paris  
94165 Saint-Mandé Cedex

Le comptable assignataire des dépenses est l'agent comptable de Toulouse. Ses coordonnées sont :

Météo-France  
Agence comptable  
42 avenue Gaspard Coriolis  
31057 Toulouse Cedex 1

Le titulaire indique au plus tard à la notification du marché public :

- un contact qui est l'interlocuteur privilégié de Météo-France pour tout ce qui concerne l'ensemble des aspects techniques et contractuels ;
- le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ;
- l'adresse courriel du responsable du suivi des documents que le titulaire doit transmettre à <https://www.e-attestations.com> (cf. article 22 du présent cahier des clauses administratives particulières).

Les délais de trente jours prévus par l'article 3.4.3 et par le o) de l'article 50.1 du CCAG/TIC sont ramenés à huit jours.

## 17. Propriété intellectuelle

La loi française est seule applicable.

## 18. Protection des données personnelles

Pour l'exécution du présent marché public le titulaire et ses éventuels sous-traitants sont tenus au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, qui comprend en particulier le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (ou « règlement européen sur la protection des données »), et la loi informatique et libertés n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée. Il se conforme à l'article 5.2 du CCAG/TIC.

## 18.1. Champ d'application

Le titulaire est autorisé à traiter, pour le compte de Météo-France, qui constitue le responsable du traitement, les données à caractère personnel ci-après définies nécessaires à la réalisation des prestations prévues par le présent marché pendant la durée d'exécution de celui-ci.

L'objectif du marché est la mise à disposition de liaisons sécurisées permettant la transmission de données entre les sites de Météo-France du CNC et de l'ECA et le réseau Internet.

La finalité du traitement de données personnelles est la mise en place effective de liaisons sécurisées permettant la transmission de données entre les sites de Météo-France du CNC et de l'ECA et le réseau Internet. Pour réaliser cette prestation, l'identification de contacts et de personnes référentes est nécessaire entre Météo-France et le titulaire. Les données personnelles de ces contacts sont utilisées dans le cadre des échanges entre Météo-France et le titulaire durant la vie du marché : mise en place des liaisons, gestion des incidents et des évolutions, migration vers un nouveau titulaire en fin de marché, etc.

La base légale du traitement est contractuelle en lien avec la conclusion du présent accord-cadre entre Météo-France et le titulaire.

Les données manipulées sont les noms, prénoms, adresses de courriel, numéros de téléphone et rôle des intervenants, ainsi que les échanges entre Météo-France et le titulaire (gestion de tickets d'incidents, compte rendu de réunion, échanges de mails). Il s'agit donc de données d'identification relatives à la vie professionnelle et à certaines données de connexion. Les catégories de personnes concernées sont les personnels de Météo-France et plus particulièrement : les administrateurs de DSI/ISI, les pupitreurs de DSI/SPV et les permanenciers DSI.

Dans le cas où les données personnelles sont transférées dans un pays hors de l'Union européenne, le titulaire le précise dans son mémoire technique en indiquant les pays concernés. Météo-France, en tant que responsable du traitement, se réserve le droit d'autoriser ou d'interdire ces transferts.

## 18.2. Durée de conservation et sort des données

La durée de conservation des données collectées par le titulaire est limitée à la durée de validité du marché public.

Le titulaire s'engage, au terme du marché, à transmettre les données personnelles telles que décrites *supra* à Météo-France et au nouveau prestataire choisi par Météo-France, puis à détruire toutes les copies des données à caractère personnel. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de cette destruction.

## 18.3. Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour les seules finalités prévues par le présent marché.
- Traiter les données conformément aux instructions de Météo-France. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit français relative à la protection des données, il en informe immédiatement Météo-France. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis, il doit informer Météo-France de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché.
- Ce que seuls ses personnels en charge de l'exécution du marché aient accès aux données à caractère personnel traitées. Il veille à ce que ces personnels :
  - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
  - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection.

## 18.4. Mesures de sécurité

Le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles permettant la sécurisation des données et des traitements.

Il s'engage à ce titre à se conformer aux mesures de sécurité des données et des traitements, notamment techniques et organisationnelles, qu'il a définies dans son mémoire technique.

## 18.5. Sous-traitance

En cas de sous-traitance, le titulaire doit recueillir l'autorisation écrite, préalable et spécifique de Météo-France.

Cette sous-traitance ne doit pas concerner la fourniture de l'ensemble des connexions. (cf. § 3.1.1 « Nature de la demande » du CCTP n° 2532F0191)

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent marché. Il agit pour le compte et selon les instructions de Météo-France. En particulier, n'ont accès aux données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché que les personnels du sous-traitant en charge de son exécution.

Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant Météo-France de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

## 18.6. Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à Météo-France de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Dans la mesure du possible, le titulaire doit aider Météo-France à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, celui-ci doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique aux responsables du marché désignés conformément à l'article 16 du présent cahier des clauses administratives particulières.

## 18.7. Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie sans délai à Météo-France toute violation des conditions des traitements des données à caractère personnel. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à Météo-France, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

## 18.8. Assistance

Le titulaire assiste Météo-France, en cas de besoin, pour les éventuelles études d'impact ou réponses à sollicitations concernant les données personnelles traitées dans le cadre du marché.

## 18.9. Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire s'engage à tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de Météo-France comprenant :

- le nom et les coordonnées des responsables du marché désignés conformément à l'article 16 du présent cahier des clauses administratives particulières, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans

le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;

- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles mises en œuvre.

## **18.10. Documentation**

Le titulaire met à la disposition de Météo-France la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par Météo-France ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

## **19. Établissement des prix**

### **19.1. Définition**

Les prix de toutes les prestations demandées au CCTP sont fixés à l'annexe financière. Cette dernière est établie par le titulaire, et est annexée à l'acte d'engagement n° 2532F0191. Ils sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents à l'assurance. Les prix sont unitaires et révisibles.

Les frais occasionnés par le passage sur le nouveau réseau ne doivent pas être supportés par Météo-France, que ce soient les frais de télécommunications supplémentaires le temps de la bascule, l'utilisation de matériels supplémentaires (routeurs...) ou autres pendant la coexistence de l'ancien et du nouveau réseau.

Les prix sont exprimés en euros hors taxes. La taxe appliquée est la TVA au taux de 20 %.

Ce taux n'est mentionné qu'à titre indicatif : en cas de modification de la législation fiscale, il est fait application de la taxe et/ou du taux en vigueur à la date du fait générateur.

### **19.2. Date d'établissement des prix**

Les prix sont établis dans les conditions économiques correspondant à la date limite de remise des offres, soit le mois de septembre 2025. Ils sont indiqués dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.

### **19.3. Forme des prix**

Les prix applicables pour la réalisation des prestations objets du présent marché public sont les prix figurant à l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Les prix sont révisibles par annuellement par ajustement en fonction de l'évolution des tarifs du titulaire et ce à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2027.

La variation des prix est constatée par Météo-France qui valide l'annexe dûment complétée et signée par le titulaire. Cette annexe détermine les nouveaux prix de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à transmettre les nouveaux prix du bordereau de prix unitaires à Météo-France à l'adresse suivante :

Météo-France  
Direction financière  
CSP dépenses  
[depenses.cspfinances-toulouse@meteo.fr](mailto:depenses.cspfinances-toulouse@meteo.fr)

À défaut de transmission, les prix en cours sont appliqués, sans que le titulaire puisse demander une régularisation ou indemnité pour le manque à gagner.

### **19.4. Clauses de butoir et de sauvegarde**

#### **Clause de butoir**

Météo-France admet, lors de la révision des prix, une augmentation maximale annuelle des prix du titulaire de 3 %. Si les prix venaient, lors des révisions pratiquées, à dépasser l'augmentation fixée ci-dessus, il est fait application de ce butoir sur les prix pour déterminer les nouveaux prix de l'accord-cadre.

### **Clause limitative dite « de sauvegarde »**

Dans tous les cas la clause limitative dite « de sauvegarde » s'applique : Météo-France se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée de l'accord-cadre à la date d'application des nouveaux prix lorsque l'augmentation de ces prix est supérieure à 3 % l'an pour tout ou partie des prestations objet du présent accord-cadre.

## **19.5. Modalités applicables en cas de titulaire étranger**

La monnaie de compte du marché public est l'euro. Le prix libellé en euro reste inchangé en cas de variation de change. Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

Tous les documents, factures, doivent être rédigés en français.

## **20. Paiements**

### **20.1. Avance**

Sous les réserves de la non-renonciation par le titulaire et du respect des conditions d'éligibilité prévues par le code de la commande publique, le taux de l'avance est de 15 % du montant toutes taxes comprises des bons de commande dont le montant est supérieur à 50 000 € hors taxes et dont le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du bon de commande.

En tout état de cause, le remboursement de l'avance est terminé lorsque ce taux atteint 80 %.

Le remboursement de l'avance s'impute sur une seule demande de paiement du titulaire. Si, toutefois, le montant de la demande de paiement sur laquelle le remboursement de l'avance est imputé est inférieur au montant de l'avance, le surplus est imputé sur la demande de paiement suivante et ainsi de suite.

### **20.2. Modalités de paiement**

Les redevances de location de liaison sont assimilables à des abonnements. Seules ces prestations sont payées **à terme à échoir** à compter de la date de réception de la facture correspondante et en dérogation aux règles de la commande publique.

Pour le paiement des prestations autres que la location de liaison au titre d'un bon de commande, le titulaire établit une facture après exécution des prestations, remise des livrables éventuels et prononcé de la réception des prestations par Météo-France suivant les règles de la comptabilité publique prévues à l'article 11 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG/TIC).

Météo-France se libère des sommes dues par virement sur le compte des titulaires défini dans l'acte d'engagement ou du document en tenant lieu. Le paiement s'effectue suivant le respect des règles de la comptabilité publique.

Le délai de paiement est de trente jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par Météo-France ou de la date de réalisation des prestations si elle est postérieure.

### **20.3. Intérêts moratoires**

Lorsque les sommes dues au principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement de trente jours, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement d'intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

## 20.4. Établissement des factures

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

En application des articles L. 2192-1 et suivants du code de la commande publique, le titulaire et ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct sont tenus de transmettre les factures sous forme électronique via le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles à l'adresse :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées à Météo-France doivent comporter, outre les mentions prévues à l'article D. 2192-2 du code de la commande publique, les informations suivantes :

- Le numéro de marché public : 2532F0191
- Le numéro de SIRET qui identifie Météo-France en tant que destinataire de la facture : 180060030 02117.
- Le code service de l'entité de Météo-France responsable : 32DSA
- Le cas échéant, le numéro d'engagement juridique (EJ) qui est transmis par Météo-France après la notification du marché public OU qui est mentionné sur le bon de commande transmis par Météo-France.

Le service en charge du traitement des factures est :

Météo-France  
Direction financière  
CSP dépenses

[depenses.cspfinances-toulouse@meteo.fr](mailto:depenses.cspfinances-toulouse@meteo.fr)

Toute facturation qui serait envoyée à Météo-France soit avant l'échéance prévue au marché, soit selon des modalités différentes de celles prévues par le présent marché, soit non conforme au marché (montant, quantité...), est renvoyée systématiquement au titulaire, qui doit la représenter conformément au marché.

## 21. Cession ou nantissement des créances

Le marché peut être nanti ou cédé dans les conditions définies par les articles L. 2191-8 et R. 2191-45 à R. 2191-63 du code de la commande publique.

Conformément aux articles L. 313-23 à L. 313-34 du code monétaire et financier, la créance cédée ou nantie doit être notifiée au comptable public assignataire des paiements, et l'exemplaire unique du marché doit être remis entre ses mains.

## 22. Pièces et attestations à fournir

### 22.1. Dispositif de vigilance (article D. 8222-5 du code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les six mois à compter de la notification du marché public et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.



Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plate-forme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Météo-France, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail, conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, Météo-France peut, après mise en demeure restée infructueuse à l'issue d'un délai de quinze jours, résilier le marché public, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

## 22.2. Dispositif d'alerte (article L. 8222-6 du code du travail)

Dans le cadre du dispositif d'alerte prévu à l'article L. 8222-6 du code du travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, Météo-France enjoint au titulaire de faire cesser la situation délictuelle.

Le titulaire a deux mois à compter de sa mise en demeure pour apporter à Météo-France la preuve de la fin de la situation délictuelle. À défaut, à l'issue de ces deux mois, Météo-France peut résilier le marché public sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Météo-France informe l'agent auteur du signalement des suites données par le titulaire à son injonction.

## 22.3. Liste nominative du personnel étranger

Conformément à l'article D. 8254-2 du code du travail, le titulaire s'engage à remettre à Météo-France, avant tout début d'exécution, la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 et affectés à la réalisation des prestations objet du marché public.

Cette liste, établie à partir du registre du personnel, précise pour chaque salarié :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de cette liste doit être réalisée tous les six mois, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché public. Cette liste doit être déposée par le titulaire sur la plate-forme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Météo-France, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

Si le titulaire n'emploie pas de salarié étranger, il doit néanmoins en faire la déclaration.

## 22.4. Obligations en matière de détachement des travailleurs

Tout titulaire établi hors de France qui détache temporairement des salariés sur le territoire national est soumis à des obligations spécifiques fixées par les articles L. 1261-1 à L. 1265-1 et R. 1261-1 à D. 1265-1 code du travail.

Par suite, et conformément à l'article R. 1263-12 du code du travail, le titulaire adresse à Météo-France, le cas échéant, avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, les deux documents suivants :

- L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service « SIPSI » du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- Une attestation sur l'honneur certifiant qu'il s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal

En application de l'article L. 1262-4-1 du code du travail, Météo-France vérifie que le titulaire qui détache des salariés a bien adressé une déclaration, préalablement au détachement, à l'inspection du travail et désigné un représentant sur le territoire national.



## 23. Pénalités

Dans cet article, il est dérogé à l'article 14 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG/TIC).

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure préalable et quels que soient leurs montants. Ces pénalités sont notifiées par Météo-France au titulaire et font l'objet d'une réfaction imputable directement sur la facture la plus proche suivant la décision de procéder à l'application de ces pénalités.

### 23.1. Pénalités pour retard de mise en service ou de modification et évolution

Dans le cas de dépassement du délai fixé pour la mise en service dans le bon de commande, la modification ou l'évolution d'une liaison, le titulaire encourt la pénalité suivante :

$$P = (M \cdot R) / 30$$

dans laquelle :

- P est le montant de la pénalité
- M est le montant du loyer mensuel HT de la liaison concernée
- R est le nombre de jours de retard cumulé et plafonné à 60.

Au-delà du plafond indiqué, Météo-France se réserve la possibilité de résilier le marché aux torts du titulaire, et les frais de mise en service sont annulés.

### 23.2. Pénalités pour non-conformité de la liaison et non-respect de garantie de temps de rétablissement (GTR)

Dans le cas de non-conformité de la liaison pour interruption ou dégradation de service, le titulaire encourt la pénalité suivante :

**Cas n° 1** : si la durée de non-conformité est inférieure à la GTR

$$P = L / 30$$

dans laquelle :

- P est le montant de la pénalité
- L est le loyer mensuel HT de la liaison

En cas d'interruptions multiples, le montant total des pénalités pour une liaison donnée et un mois donné est plafonné par L.

**Cas n° 2** : si la durée de non-conformité est supérieure ou égale à la GTR

$$P = (H - GTR) \cdot L / GTR + L / 30$$

dans laquelle :

- P est le montant de la pénalité
- L est le loyer mensuel HT de la liaison
- H est la durée en heures de non-conformité, depuis la signalisation de l'incident jusqu'au rétablissement du service.

La pénalité est plafonnée à deux fois le loyer mensuel HT de la liaison.

### 23.3. Pénalités pour défaut de surveillance des liaisons

dans le cas où le titulaire n'informa pas Météo-France d'un incident sur l'une des liaisons dans les délais exigés, le titulaire encourt la pénalité suivante :

$$P = M \cdot L / 240$$

dans laquelle :

- P est le montant de la pénalité ;
- L est le loyer mensuel HT de la liaison ;
- M est la durée en minutes de non-conformité plafonnée à 240 minutes.

La somme des pénalités encourues, sur un mois calendaire, est plafonnée à quatre fois le loyer mensuel HT de la liaison.

## 23.4. Pénalité pour retard dans la mise en service des liaisons

Toute journée de retard par rapport au délai de mise en service tel qu'indiqué dans le CCTP n° 2532F0191, donne lieu à l'application de pénalités sur la base journalière de 500 € HT, à condition que le retard soit imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants et non au pouvoir adjudicateur.

## 23.5. Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité ou de protection des données à caractère personnel

En cas de violation des mesures de sécurité ou des obligations de confidentialité prévues par le marché ou des obligations réglementaires ou contractuelles relatives à la protection des données à caractère personnel, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes :

- en cas de non-respect des règles de sécurité ou de confidentialité n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 0,5 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur ;
- en cas de non-respect des règles de sécurité ou de confidentialité impliquant des données à caractère personnel ou toute méconnaissance de la réglementation ou des clauses du marché applicables en matière de protection des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 2 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.

Lorsque Météo-France envisage d'appliquer des pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité ou de protection des données à caractère personnel, l'établissement invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les manquements constatés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

## 23.6. Pénalités pour méconnaissance par le titulaire de ses obligations en matière d'insertion sociale

Aucune pénalité n'est prévue, cet article déroge à l'article 16.1.5 du CCAG/TIC.

## 23.7. Pénalités pour méconnaissance par le titulaire de ses obligations en matière environnementale

Aucune pénalité n'est prévue, cet article déroge à l'article 16.2.3 du CCAG/TIC.

# 24. Clauses complémentaires

### Obligation de résultat

Le titulaire est tenu d'exécuter des prestations conformes aux prescriptions des clauses particulières. Le titulaire est, par ailleurs, tenu de signaler à la personne publique dans les plus brefs délais, tout élément qui lui paraîtrait de nature à compromettre la bonne exécution du marché public.

### Clauses de réexamen

En application des articles R. 2194-1 à 10 du code de la commande publique, les stipulations prévues au présent contrat peuvent faire l'objet de modifications selon les modalités ci-après.

En cours d'exécution, si l'ajout, le retrait ou la modification d'une ou plusieurs prestations liées à l'objet du marché deviennent nécessaires, cet ajout, retrait ou modification peuvent être pris en compte par acte modificatif sous réserve qu'ils n'entraînent pas une hausse de plus de 10 % du montant maximum HT du marché.

Pour tenir compte de l'évolution d'une modification rendue nécessaire par des circonstances imprévues voire par l'imprévision de tout élément, l'élément ou les éléments à prendre en compte au titre de l'accord-cadre sont intégrés.

## 25. Résiliation

Le marché public est résiliable par Météo-France dans les conditions prévues au chapitre 8 du CCAG/TIC.

Sans préjudices des stipulations du CCAG/TIC, et conformément aux articles L. 2195-3 et L. 2195-4 du code de la commande publique, le marché public est résilié aux torts exclusifs du titulaire lorsque les documents ou renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique sont inexacts, ou lorsque le titulaire refuse de produire, en cours d'exécution, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 ou R. 1263-12 du code du travail, conformément à l'article 22.1 du présent document. La résiliation du marché public est alors prononcée par Météo-France, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité. Météo-France peut en outre se prévaloir des stipulations de l'article 54 du CCAG/TIC.

En outre, en cas de mauvaise exécution des prestations prévues au marché public ou de manquement grave dans les prestations, Météo-France peut, après mise en demeure, prononcer la résiliation du présent marché sans avoir à verser d'indemnité. Météo-France s'acquitte alors du montant des prestations réellement exécutées.

En cas de résiliation du marché public, quelle qu'en soit la cause, un décompte de résiliation est effectué conformément au cahier des clauses administratives générales applicable.

## 26. Litiges et attribution de juridiction

En cas de litige survenant dans l'exécution du présent marché public qui n'aurait pas pu être réglé dans le cadre des stipulations du chapitre 9 du CCAG/TIC, les deux parties entendent le soumettre au Tribunal administratif de Melun – 43, rue du Général de Gaulle, 77000 Melun.

La loi française est seule applicable. Les correspondances relatives au marché public sont rédigées en français.

## 27. Dérogations

Les articles suivants du cahier des clauses administratives particulières dérogent aux stipulations mentionnées dans le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de techniques de l'information et de la communication :

Article du CCAP	Libellé de l'article	Nature de la dérogation	Article du CCAG/TIC
8	Notification		2 et 3.1.1
10.6	En cas de groupement d'opérateurs économiques		3.7.4 ; 3.8.4 ; 12.1.3 et 12.1.4
13.4	Insertion sociale		16.1
14.1	Opération de vérification - généralités		29 à 33
16	Personnes désignées pour l'exécution des prestations	Dérogation partielle Huit jours à la place de trente	3.4.3 et o) du 41.1
23	Pénalités		14
23.6	Pénalités pour méconnaissance par le titulaire de ses obligations en matière d'insertion sociale	Pas de pénalités	16.1.5
23.7	Pénalités pour méconnaissance par le titulaire de ses obligations en matière environnementale	Pas de pénalités	16.2.3